Climat : comment lever 300 milliards de dollars par an

Alain Faujas, *Le Monde*, 25 septembre 2011

La Banque mondiale et le FMI veulent taxer les émissions de CO2 et le transport pour lutter contre le réchauffement

Où trouver les 100 milliards de dollars (74 milliards d'euros) par an à partir de 2020 que les pays développés ont promis, à Copenhague en 2009 et confirmés à Cancun un an plus tard, pour donner aux pays en développement les moyens de lutter contre le réchauffement climatique ? Avant le sommet du G20 des chefs d'Etat et de gouvernement de Cannes (3-4 novembre) et la conférence des Nations unies sur le changement climatique de Durban (28 novembre-9 décembre), un rapport demandé par le G20 et piloté par la Banque mondiale recense les moyens de lever jusqu'à 300 milliards de dollars par an.

Intitulé " La mobilisation de la finance pour le climat ", un projet de rapport a été remis le 23 septembre aux ministres des finances du G20 réunis à Washington. Avec le concours du Fonds monétaire international (FMI), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi que des banques multilatérales de développement (BAD, BERD, BEI, BIAD), la Banque mondiale a identifié trois sources de financement possibles.

La première concerne la réorientation des subventions à la production et à l'utilisation de carburants fossiles. L'OCDE évalue de 40 milliards à 60 milliards de dollars par an le montant des 250 subventions répertoriées entre 2005 et 2010. *" Si 20 % de ces montants étaient réorientés vers le financement public du climat, cela dégagerait quelque 10 milliards de dollars par an "*, note le rapport.

Deuxième source : les taxes carbone, qui pourraient lever 250 milliards en 2020, sur la base d'un prix de 25 dollars la tonne de carbone émise, prix qui correspond au scénario moyen des dommages causés au climat. Elles auraient aussi pour vertu de réduire de 10 % les émissions de gaz à effet de serre. Leur prélèvement n'affecterait que de 0,1 % la croissance des produits nationaux bruts. Le rapport évalue le prélèvement possible sur cette manne à 10 %, soit 25 milliards de dollars par an pour financer la lutte contre les effets du changement climatique.

Troisième " gisement " financier : une taxe carbone spécifique sur les transports aérien et maritime. Toujours sur la base d'un prix de 25 dollars par tonne de carbone émise, cela lèverait environ 40 milliards de dollars par an d'ici à 2020 et réduirait de 5 % à 10 % les émissions de chacun des deux secteurs. Si un tiers de la taxe était affecté au climat, la somme disponible serait de l'ordre de 8 à 10 milliards.

Le rapport souligne que cette taxe devrait être *" universelle "*, faute de quoi les opérateurs trouveraient le moyen de se fournir en carburant dans les endroits où elle ne serait pas appliquée. Les auteurs de l'étude ont étudié le risque que cet alourdissement des coûts pourrait faire courir aux pays en développement en renchérissant leurs importations. L'impact serait, selon eux, *" très modeste "*. Il pourrait même donner lieu à des compensations en faveur des pays en développement auxquels seraient affectés 40 % des sommes collectées, soit 24 milliards de dollars. Au total, ces trois sources de financement fourniraient, selon le rapport, entre 40 milliards et 90 milliards de dollars.

En mobilisant les flux des marchés de compensation du carbone, il serait possible, chaque année, d'obtenir en sus de 20 milliards à 100 milliards de dollars. En associant fonds privés et publics, un effet de levier pourrait rapporter de l'ordre de 150 milliards de dollars par an. Enfin, les banques multilatérales pourraient augmenter leur capital, ce qui multiplierait par trois ou quatre le montant

de leurs prêts pour des investissements en faveur du climat, 10 milliards de dollars de nouveaux fonds propres leur permettant de prêter de l'ordre de 35 milliards supplémentaires. Ces instruments multiplicateurs totaliseraient un volant disponible de 200 milliards à 300 milliards de dollars par an.

Avant la publication du rapport demandé par Nicolas Sarkozy à Bill Gates sur les nouveaux financements possibles du développement et qui conclurait, lui aussi, à la nécessité de taxer les transports, le texte de la Banque mondiale confirme que des marges de manoeuvre existent. *" Nous sommes satisfaits,* commente Luc Lamprière, directeur de l'ONG Oxfam France. *Ce rapport est un bon mode d'emploi pour le G20, auquel il prouve qu'il est possible de dégager de nouvelles ressources pour le climat. "* A condition que la résistance à attendre de la part des industriels visés et le ralentissement de la croissance mondiale ne fassent pas avorter ces propositions. Le G20 de Cannes donnera une première indication sur le sort qui leur sera réservé.

Le Fonds vert, un outil en cours d'élaboration

Fonds vert pour le climat Depuis la conférence de Cancún fin 2010, les discussions sur son architecture se poursuivent. *" Nous avons fait de solides progrès "*, affirmait Christiana Figueres, la secrétaire de la Convention de l'ONU sur le changement climatique, à l'issue de la dernière séance de négociations, le 13 septembre à Genève.
100 milliards de dollars (74 milliards d'euros) C'est la somme que le fonds doit recevoir par an à l'horizon 2020 afin d'aider les pays en développement à financer leur transition vers une économie faiblement carbonée, ainsi que des actions d'adaptation au changement climatique.
Comité de transition Ses membres (15 originaires de pays développés, 25 de pays en développement) doivent définir les règles de fonctionnement du futur fonds afin que l'argent soit octroyé équitablement. Ses décisions sont censées être adoptées lors de la conférence de Durban, fin novembre.